



Bulletin trimestriel de la Banque Centrale des Comores

N°18



www.banque-comores.km

Sommaire

AVANT PROPOS	2
I. EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX	3
II. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE.....	6
III. EVOLUTION DES SOLDES D'OPINION	14
IV. NOTE THEMATIQUE : ECONOMIE BLEUE AUX COMORES	15

Liste des Tableaux

TABLEAU 1 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS DES BIENS EN MILLIONS FC.....	3
TABLEAU 2 : EVOLUTION DES PRODUITS D'EXPORTATIONS EN MILLIONS FC	3
TABLEAU 3 : EVOLUTION DES PRODUITS IMPORTES EN MILLIONS FC	5
TABLEAU 4: EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE EN MILLIONS FC.....	8
TABLEAU 5: LES CREANCES BANCAIRES SUR L'ECONOMIE EN MILLIONS FC	10
TABLEAU 6 : REPARTITION DES CREDITS PAR CATEGORIE, EN POURCENTAGE DU TOTAL.....	10
TABLEAU 7 : REPARTITION DES DEPOTS PAR CATEGORIE, EN POURCENTAGE DU TOTAL	11
TABLEAU 8 : CHAMBRE DE COMPENSATION.....	12
TABLEAU 9 : LES TRANSFERTS D'ARGENT EN MILLIONS FC.....	13
TABLEAU 10 : OPERATIONS DE CHANGE MANUEL EN MILLIONS FC.....	13

Liste des graphiques

FIGURE 1 : EVOLUTION DES PRODUITS D'EXPORTATION EN MILLIONS DE FC	4
FIGURE 2 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS EN MILLIONS FC PAR NATURE	5
FIGURE 3 : EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS DU SYSTEME BANCAIRE EN MILLIONS FC.....	6
FIGURE 4 : EVOLUTION DU CREDIT DU SYSTEME BANCAIRE EN MILLIONS FC	7
FIGURE 5: EVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE EN MILLIONS FC	7
FIGURE 6: EVOLUTION DES CREDITS A COURT TERME EN MILLIONS FC.....	9
FIGURE 7 : EVOLUTION DES CREDITS A MOYENS TERME EN MILLIONS FC.....	9
FIGURE 8 : EVOLUTION DU TAUX DES CREANCES DOUTEUSES ET DU TAUX DE PROVISIONNEMENT	11

AVANT PROPOS

L'évolution de l'activité économique est marquée par un léger fléchissement entre le quatrième trimestre 2017 et le premier trimestre 2018. En effet, ce ralentissement de l'activité au niveau des indicateurs du système bancaire, du secteur extérieur et de la situation monétaire n'est en rien inquiétant puisqu'il s'agit d'un repli cyclique lié à la saisonnalité de certains indicateurs. Le raisonnement en glissement annuel atteste même d'une amélioration de la plupart de ces indicateurs par rapport au premier trimestre de 2017.

A fin mars 2018, les **échanges commerciaux** se sont contractés de 43,1% par rapport au dernier trimestre 2017 en raison des baisses simultanées des importations et des exportations des biens. Toutefois, en comparaison avec la même période de 2017, cette baisse n'est que de 19%.

En revanche, au niveau du secteur bancaire, le total des **bilans consolidés** s'est légèrement amélioré pour s'établir à 122,9 milliards à fin mars 2018 contre 121,7 milliards à fin décembre 2017. Cette évolution résulte à la fois de la hausse des crédits et des dépôts. Les **envois de fonds** via les sociétés de transfert d'argent spécialisées et les opérations de change manuel enregistrés par les banques et établissements financiers sont en baisse de 2,8% et s'établissent à 13,9 milliards en mars 2018 contre 14,3 milliards trois mois avant, toutefois en hausse de près de 24% comparativement à la même période de 2017. S'agissant de la **masse monétaire**, elle s'est légèrement améliorée en variation trimestrielle en dépit de la baisse de sa

contrepartie extérieure. En effet, l'évolution de ses contreparties a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets de l'ordre de 3,4% et d'une hausse du crédit intérieur de 3,6% en variation trimestrielle. Toutefois, sur une année, les avoirs extérieurs nets et le crédit intérieur enregistrent des hausses respectives de 5,1% et 7,1%.

L'opinion des dirigeants des établissements de crédit sur l'évolution du climat des affaires affiche un repli du dynamisme de leur activité au premier trimestre 2018 susceptible de s'amplifier avec un environnement économique qui leur est peu favorable.

L'analyse thématique de ce numéro porte sur le potentiel des Comores en matière d'économie maritime, un potentiel peu connu qui pourrait pourtant, sous certaines conditions, faire décoller le pays.

Ce focus sur « **l'économie bleue aux Comores** », montre que l'avenir des Comores passe entre autre par la promotion de ce secteur d'activité. En effet, peu développée jusqu'à nos jours, l'économie bleue pourrait constituer un bon modèle de développement susceptible d'accélérer la transformation structurelle de l'économie comorienne. Dans cette note thématique, nous vous présentons brièvement les enjeux et donnons quelques pistes de réflexion que le pays pourrait adopter afin de tirer le meilleur parti de ses ressources maritimes et de promouvoir ce secteur, levier incontestable de croissance durable.

Dr Younoussa Imani,
Gouverneur

I. Evolution des échanges commerciaux

Les échanges commerciaux se sont établis à 20,8 milliards au premier trimestre 2018, en baisse de 43,1% par rapport au trimestre précédent, et 19% comparativement au premier trimestre 2017. Cette forte baisse des échanges commerciaux a concerné aussi bien les exportations (-1,2 milliards) que les importations (-3,7 milliards). Cette évolution s'est traduite par une baisse de l'ampleur du déficit commercial, en liaison avec le repli plus important des importations par rapport

aux exportations sur la période revue, sans toutefois engendrer une pénurie des produits importés. En effet, le volume important des importations enregistré au quatrième trimestre 2017 se traduit par un stockage raisonnable à la fin de l'année 2017 dans les magasins. En somme, le taux de couverture des importations par les exportations passe de 15,9% au premier trimestre 2017 à 12,5% au premier trimestre 2018, soit une diminution de 3,4 points de pourcentage.

Tableau 1 : Evolution des importations et des exportations des biens en millions FC

Rubriques (données FOB)	T4. 2016	T1. 2017	T4. 2017	T1. 2018
Exportations	7 868	3 539	8 546	2 310
Importations	20 889	22 239	28 110	18 543
Echanges Commerciaux	28 758	25 778	36 656	20 853
Balance commerciale	-13 021	-18 700	-19 564	-16 234
Taux de couverture (%)	37,7	15,9	30,4	12,5

Source : Banque Centrale des Comores

1.1. Contraction des exportations

Les exportations des biens sont fortement liées à la production cyclique des produits de rente (girofle, vanille, ylang-ylang) et à l'évolution des cours internationaux. Au cours du premier trimestre 2018, elles ont rapporté

2,3 milliards contre 8,5 milliards trois mois avant et 3,5 milliards au premier trimestre 2017, soit une baisse en glissement annuel de 35%.

Tableau 2 : Evolution des produits d'exportations en millions FC

Produits	T4.2016	T1.2017	T4.2017	T1.2018	Variation (%)	
	a	b	c	d	d/c	d/b
Vanille	912	0	2 181	0	-100	
Girofle	6 340	2 307	5 667	1 401	-75	-39
Ylang-ylang	487	620	538	771	43	24
Autres produits	130	612	159	138	-13	-77
Total	7 869	3 539	8 546	2 310	-73	-35

Source : Banque Centrale des Comores

➤ Le Girofle a enregistré une forte baisse pour le premier trimestre 2018. Les exportations de ce produit se sont établies à 1,4 milliard, en chute de 75% par rapport au trimestre précédent et 39% en comparaison

avec la même période de 2017, due à la baisse du prix et du volume exporté.

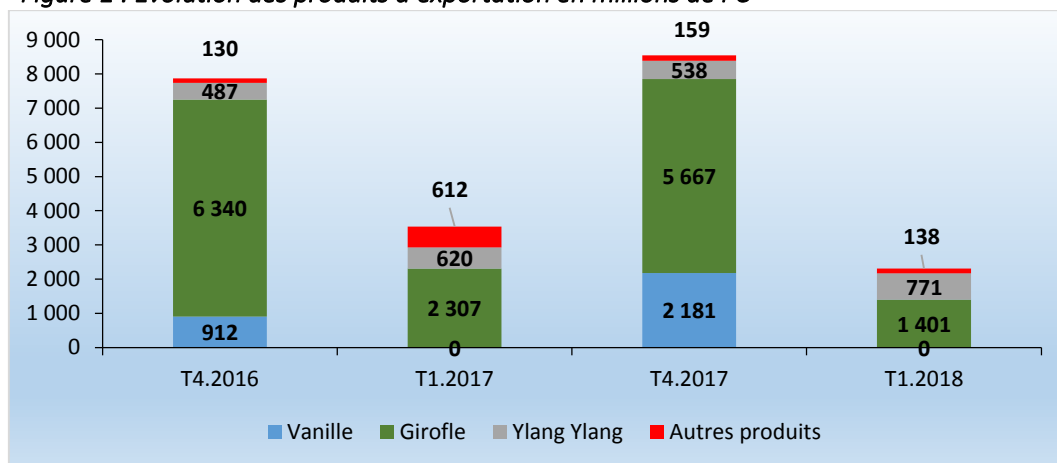
➤ Les essences d'ylang-ylang, 3^{ème} produit d'exportation de l'économie comorienne, ont rapporté 0,8 milliard au premier trimestre 2018 contre 0,5 milliard

trois mois auparavant et 0,6 milliard au premier trimestre 2017. Cette progression est tirée par la hausse des prix à l'exportation et une certaine amélioration du volume d'ylang-ylang exporté.

➤ Les Autres produits, essentiellement constitués des produits de recyclage ont rapporté 0,1 milliard au premier trimestre

2018 contre 0,6 milliard au premier trimestre 2017, soit une diminution de 83,3%. En effet, ces produits composés en grande partie par des équipements usés, informatiques, ménagers et des batteries, sont envoyés dans certains pays notamment l'Inde, Madagascar et Emirats Arabes Unis pour recyclage.

Figure 1 : Evolution des produits d'exportation en millions de FC



Source : Banque Centrale des Comores

Par zone géographique, la structure des exportations a varié au cours du premier trimestre 2018 par rapport à celle enregistrée depuis l'année 2016. En effet, le marché européen a capté plus de 41,2% des exportations enregistrées au cours du premier trimestre 2018, constituées essentiellement des essences d'ylang-ylang et s'est positionné en première place. Sur ce marché, la France reste le principal client, qui à elle seule a capté plus de 88% de ces exportations.

Avec une part de marché de l'ordre de 40,7%, le marché asiatique s'est positionné au deuxième rang des exportations avec une valeur exportée de 0,9 milliard.

Les exportations à destination des pays d'Afrique et du COMESA en particulier ont continué de baisser durant le premier trimestre 2018. Elles se sont établies à 0,2 milliard contre 0,3 milliard au premier trimestre 2017.

1.2. Baisse des importations

A fin mars 2018, la valeur CAF des importations s'est établie à 21,8 milliards contre 33,1 milliards à fin décembre 2017, enregistrant une baisse de 34% et 26,2 milliards au premier trimestre 2017, soit une

baisse en glissement annuel de 17%. Cette baisse est liée aux replis de certaines rubriques de ses composantes (**voir tableau 3**).

Tableau 3 : Evolution des produits importés en millions FC

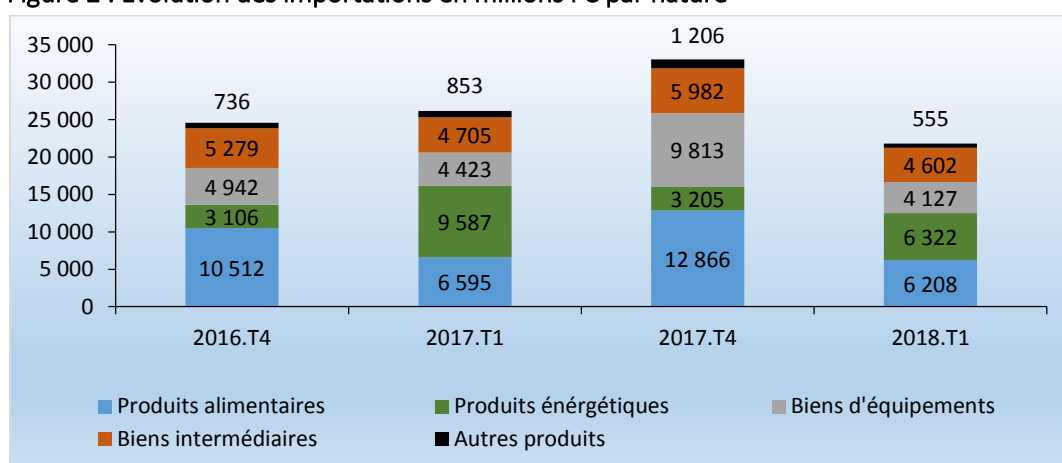
Rubriques (données FOB)	2016T4	2017T1	2017T4	2018T1	Variation (%)	
	a	b	c	d	d/c	d/b
Produits alimentaires	10 512	6 595	12 866	6 208	-52	-6
Produits énergétiques	3 106	9 587	3 205	6 322	97	-34
Biens d'équipements	4 942	4 423	9 813	4 127	-58	-7
Biens intermédiaires	5 279	4 705	5 982	4 602	-23	-2
Autres produits	736	853	1 206	555	-54	-35
Total	24 576	26 164	33 071	21 816	-34	-17

Source : Direction Générale des Douanes, BCC-Service Statistiques

Les importations des produits alimentaires se sont établies à 6,2 milliards au premier trimestre 2018 contre 12,9 milliards au trimestre précédent et 6,6 milliards au premier trimestre 2017. Cette baisse est observée sur les « produits céréaliers » respectivement le riz et la farine, et des condiments qui sont « le sucre » et « les huiles ». Cette baisse a résulté du stock important enregistré à la fin de l'année 2017,

en lien avec le volume important enregistré au quatrième trimestre 2017.

Concernant, les importations des produits énergétiques, elles se sont élevées à 6,3 milliards au premier trimestre 2018, en forte hausse (+97%) par rapport au dernier trimestre de 2017, liée à la hausse enregistrée au niveau des trois principaux produits pétroliers, notamment, le gazole, l'essence et le pétrole.

Figure 2 : Evolution des importations en millions FC par nature


Source : Direction Générale des Douanes, BCC-Service Statistiques

Du côté des importations des biens d'équipements, elles sont également en baisse et s'établissent à 4,1 milliards au premier trimestre 2018 contre 9,8 milliards au dernier trimestre 2017 après avoir été à 4,4 milliards la même période de 2017. Cette baisse s'explique par une diminution des importations des biens meubles et

électroménagers, mais aussi des machines de production et d'entretien.

Les importations des biens intermédiaires, pour leur part sont inscrites également en baisse (-23%) par rapport au quatrième trimestre 2017 pour s'établir à 4,6 milliards, sous l'effet d'une baisse des acquisitions des matériaux de construction.

Par zone géographique, avec une valeur importée de 9,2 milliards au premier trimestre 2018, les pays du Moyen Orient (42,2% du total des importations), en particulier les Emirats Arabes Unis, deviennent les premiers fournisseurs des Comores, grâce à la forte demande des produits pétroliers.

Les pays de l'Asie en particulier, la Chine, l'Inde et le Pakistan se positionnent au 2^e rang des fournisseurs des Comores avec un peu plus de 33,2% des importations. L'essentiel des produits acquis sur le marché asiatique porte sur les produits alimentaires en particulier le riz, mais également sur les machines et appareils électroménagers.

Avec une valeur de 3,1 milliards, soit une part de 14%, le marché européen se positionne comme 3^{ème} fournisseur des Comores. La France demeure le 1^{er} partenaire des Comores du continent européen avec plus de 63,7% des importations en provenance de l'Europe. Ces derniers sont constitués dans la plupart des biens d'équipements et des produits alimentaires.

Au niveau des pays de la sous-région, les importations en provenance des pays du COMESA ont chuté au cours du premier trimestre 2018 en passant de 0,9 milliard au dernier trimestre 2017 à 0,6 milliard.

II. Evolution de la situation monétaire, bancaire et financière

2.1. La masse monétaire et ses contreparties

Durant les trois premiers mois de l'année 2018, la masse monétaire s'est élevée à 127,8 milliards presque le même niveau que celui atteint au dernier trimestre de l'année 2017. Par rapport au premier trimestre 2017, elle a

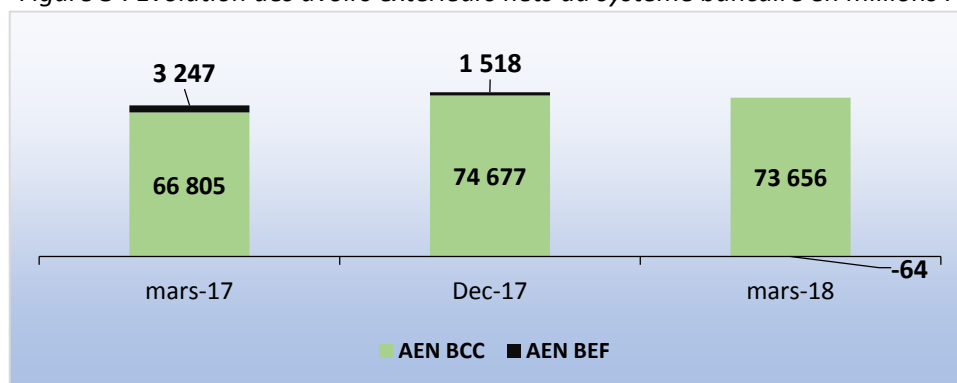
augmenté de 5,2% sous l'impulsion du crédit intérieur en hausse de 3,6% sur cette même période malgré la baisse habituelle des avoirs extérieurs nets en début d'année.

2.1.1. Baisse des avoirs extérieurs nets

A la fin du premier trimestre 2018, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une baisse et s'établissent à 73,6 milliards à fin mars contre

76,2 milliards à fin décembre 2017 soit une baisse de 3,4% contre une hausse de 5,1% sur la même période, une année auparavant.

Figure 3 : Evolution des avoirs extérieurs nets du système bancaire en millions FC



Source : Banque Centrale des Comores

Cette situation s'explique en grande partie par la baisse des avoirs extérieurs bruts en dépit de l'augmentation observée en janvier

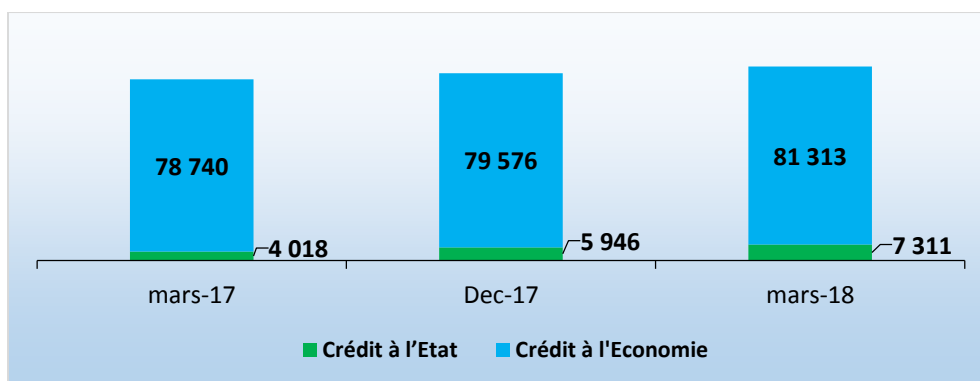
2018. Pour les engagements extérieurs, on constate qu'ils sont restés stables durant toute la période.

2.1.2. Renforcement du crédit intérieur

Au premier trimestre 2018, l'encours du crédit intérieur a connu une augmentation passant de 85,5 milliards à fin décembre 2017 à 88,6 milliards à fin mars 2018. On observe cette tendance aussi bien au niveau des créances à l'administration centrale (+23%), qu'au niveau du crédit à l'économie (+2,2%). En effet au niveau de l'Etat, la baisse

de ses dépôts (-17,8%) l'emporte sur la baisse des créances brutes qui lui sont accordées (-4,6%). Pour le crédit à l'économie, l'encours destiné au secteur privé est passé de 77,2 milliards à fin décembre 2017 à 78,9 milliards à fin mars 2018 soit une amélioration de 2,2%.

Figure 4 : Evolution du crédit du système bancaire en millions FC



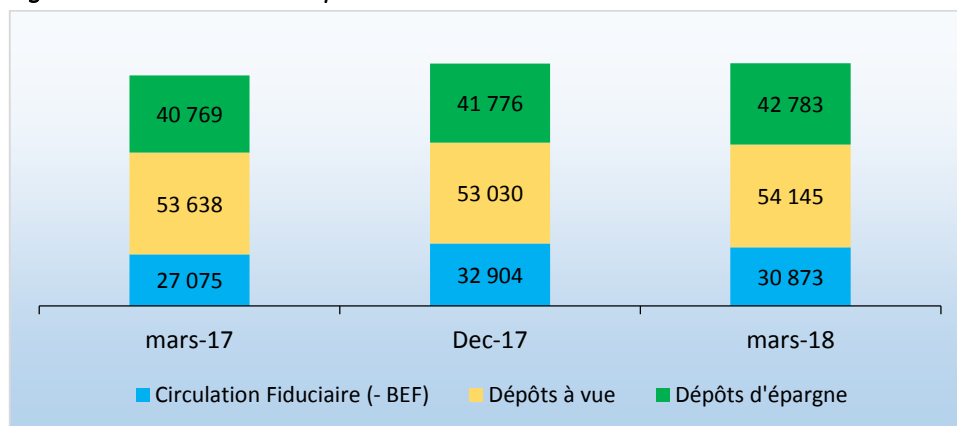
Source : Banque Centrale des Comores

2.1.3. Les composantes de la masse monétaire

L'agrégat M1-Moyens de paiements a enregistré une baisse, passant de 85,9 milliards en décembre 2017 à 85,02 milliards en mars 2018 soit un repli de 1,1%.

milliards en décembre 2017 à 85,02 milliards en mars 2018 soit un repli de 1,1%.

Figure 5: Evolution des composantes de la masse monétaire en millions FC



Source : Banque Centrale des Comores

Cette baisse s'explique notamment par la diminution de la circulation fiduciaire représentant 24,2% de la masse monétaire, qui passe de 32,9 milliards en décembre 2017 à 30,9 milliards en mars 2018 soit une contraction de 6,2% malgré la hausse des dépôts à vue (+2,1%) qui représentent 42,4%

de la masse monétaire. Les dépôts d'épargne et comptes à terme qui représentent 33,5% de la masse monétaire ont connu une hausse en passant de 41,8 milliards en décembre 2017 à 42,8 milliards en mars 2018 soit (+2,4%).

Tableau 4: Evolution de la masse monétaire en millions FC

Rubriques	Mars-17	Dec-17	Mars-18	Variation trimestrielle		Variation annuelle	
				Absolue	Relative (%)	Absolue	Relative (%)
Masse Monétaire	121 482	127 709	127 802	92	0,1	6 230	5,2
Circulation Fiduciaire (- BEF)	27 075	32 904	30 873	- 2 030	-6,2	3 798	14
Dépôts à vue	53 638	53 030	54 145	1 115	2,1	507	0,9
Dépôts d'épargne	40 769	41 776	42 783	1 008	2,4	2 014	4,9
Avoirs Extérieures Nets	70 052	76 195	73 592	-2 603	- 3,4	3540	5,1
AEN BCC	66 805	74 677	73 656	- 1 021	-1,4	6 851	10,3
AEN BEF	3 247	1 518	- 64	- 1 582	-104,2	- 3 311	-102
Crédit Intérieur	82 758	85 522	88 624	3 103	3,6	5 866	7,1
Créances à l'Etat	4 018	5 946	7 311	1 365	23,0	3 293	82
Crédits à l'Economie	78 740	79 576	81 313	1 738	2,2	2 573	3,3
Autres Postes Nets	- 31 328	- 34 007	- 34 415	- 408	1,2	- 3 087	9,9

Source: BCC *Chiffre provisoires

2.2 L'activité bancaire

Le total des bilans consolidés des Etablissements de crédit s'est légèrement amélioré pour s'établir à 122,9 milliards à fin mars 2018 contre 121,7 milliards trois mois

auparavant et 118,7 milliards une année auparavant. Cette situation résulte des évolutions enregistrées au niveau des crédits et des dépôts.

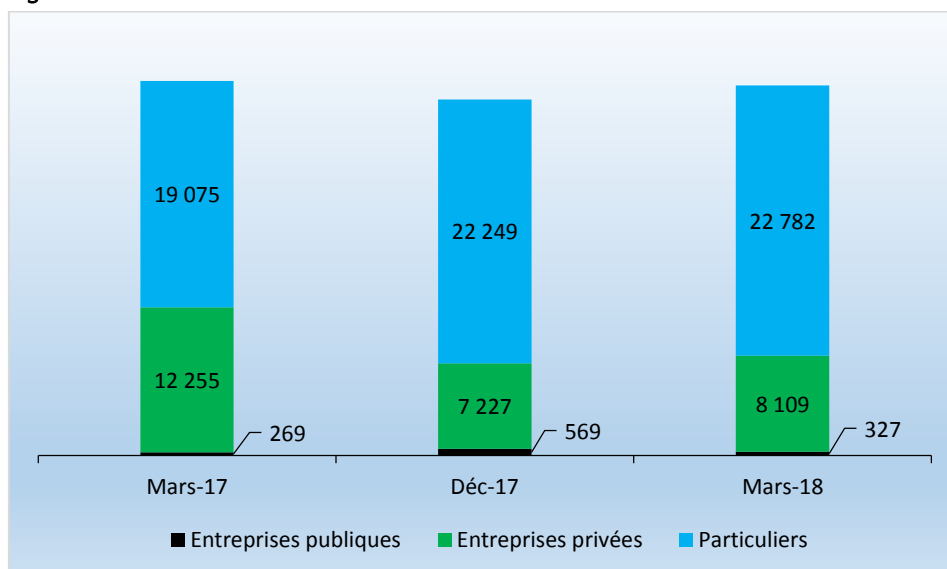
2.2.1. Amélioration de l'encours de crédit

Les crédits accordés par les BEF à leur clientèle sont en hausse de 847 millions en liaison avec la hausse des crédits à court et à long terme en dépit de la baisse des crédits à moyen terme. Ils se sont positionnés à 81,7 milliards à fin mars 2018 contre 80,8 milliards à fin décembre 2017. Cependant, en comparaison avec la même période de l'année 2017, ces crédits ont enregistré une légère baisse de 229 millions.

A court terme, ces crédits s'élèvent à 31,2 milliards au terme du premier trimestre 2018, une hausse de près de 4% par rapport au trimestre précédent mais en baisse de 1,2% comparativement à la même période de l'année 2017.

Les particuliers continuent de percevoir la part la plus importante des crédits à court terme. Ils en ont bénéficiés pour 22,8 milliards à fin mars 2018, en amélioration de 2,5% par rapport à décembre 2017.

Figure 6: Evolution des crédits à court terme en millions FC

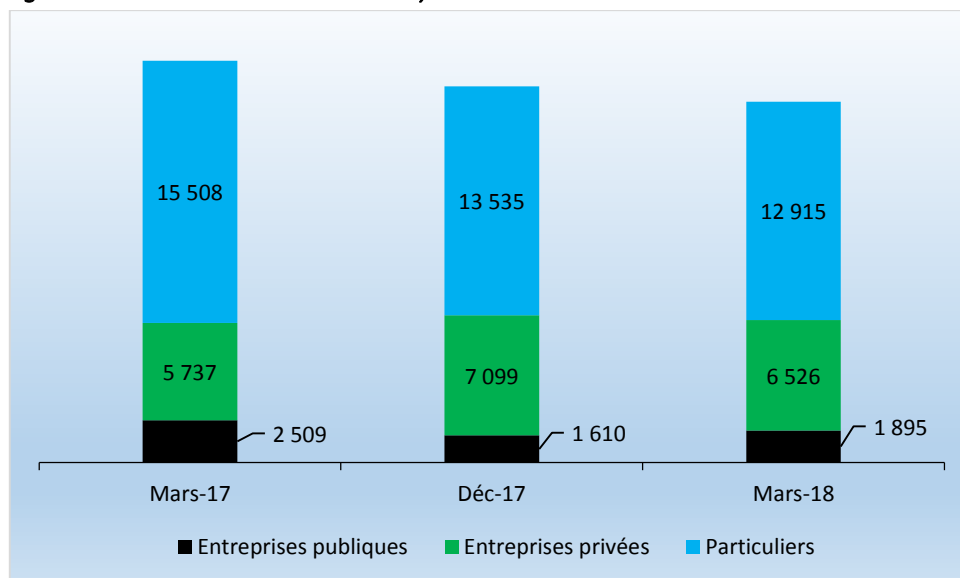


Source : Banque Centrale des Comores

S'agissant des crédits à moyen terme, ils sont en baisse de 4,1% et s'établissent à 21,3 milliards au premier trimestre 2018 après 22,2 milliards le trimestre précédent, une situation qui résulte principalement de la

baisse des crédits à MT accordés aux ménages et aux entreprises privées malgré la hausse de ceux accordés aux entreprises publiques (+17,7%).

Figure 7: Evolution des crédits à moyens terme en millions FC



Source : Banque Centrale des Comores

En effet, les entreprises privées et les particuliers voient leurs crédits à moyen terme baisser respectivement de 8,1% et

1,7% par rapport au trimestre précédent pour se situer à 6,5 milliards et 12,9 milliards à fin mars 2018.

Tableau 5: Les créances bancaires sur l'économie en millions FC

Rubriques				Variation Relative (%)	
	mars-17	déc-17	mars-18	Trimestrielle	Annuelle
	a	b	c	c/b	c/a
Crédits	81 881,2	80 804,9	81 652,4	1,0	-0,3
Crédits à court terme	31 599,3	30 045,1	31 218,0	3,9	-1,2
Entreprises publiques	269,3	569,2	327,1	-42,5	21,5
Entreprises privées	12 254,8	7 226,8	8 109,0	12,2	-33,8
Particuliers	19 075,2	22 249,2	22 781,9	2,4	19,4
Crédits à moyen terme	23 754,1	22 243,5	21 335,7	-4,1	-10,2
Entreprises publiques	2 508,9	1 609,5	1 894,9	17,7	-24,5
Entreprises privées	5 736,9	7 099,1	6 526,0	-8,1	13,8
Particuliers	15 508,3	13 534,8	12 915,0	-1,7	-3,1
Crédits à long terme	4 492,4	4 810,8	5 012,0	4,2	11,6
Entreprises publiques	0,0	0,0	0,0		
Entreprises privées	2 326,6	2 006,3	3 044,4	51,7	30,9
Particuliers	2 165,8	2 804,5	1 967,6	-29,8	-9,2
Autres Crédits	22 035,4	23 705,5	24 086,6	1,6	9,3

Source : Banque Centrale des Comores

En termes de répartition, les entreprises privées et ménages continuent à recevoir près de 95% de l'ensemble des financements.

➤ La part des crédits accordée aux ménages dans le volume total des financements est tombée à 52,6% à fin mars 2018 après 52,9% un trimestre auparavant, une baisse de 0,28 point de pourcentage.

➤ Les entreprises publiques et privées voient leur part de crédit dans le total

s'améliorer pour se situer respectivement à 2,84% et 42,33% à fin mars 2018 après 2,82% et 41,48% à fin décembre 2017.

➤ Le poste « Autres » continue de recevoir moins de crédits depuis le début de l'année 2017. Sa part de crédit dans le total s'est repliée à 2,2% à fin mars 2018, après 2,8% trois mois auparavant et 3,3% au troisième trimestre de 2017. Ce qui reflète un meilleur traitement des opérations.

Tableau 6 : Répartition des crédits par catégorie, en pourcentage du total

Crédits par catégorie (en %)	2017 T1	2017T2	2017 T3	2017 T4	2018 T1
Entreprises publiques	3,50	3,50	2,94	2,82	2,84
Entreprises privées	43,30	44,40	42,70	41,48	42,33
Ménages (y.c informel)	46,50	46,70	51,06	52,90	52,62
Autres	6,70	5,40	3,30	2,8	2,21

Source : Banque Centrale des Comores

2.2.2. Progression des dépôts

Les dépôts effectués auprès des BEF se sont améliorés de près de 2% pour s'établir à 99,6 milliards à fin mars 2018. Cette progression est liée à la hausse des dépôts effectués par

les entreprises privées et particuliers en dépôt de la baisse de ceux effectués par les entreprises publiques (-38,9%).

Dans leur répartition :

- La part des dépôts des entreprises publiques dans leur total a fortement baissé pour se positionner à 4% au premier trimestre 2018 contre 8,04% au dernier trimestre 2017.
- Celles des entreprises privées et ménages ont progressé et sont passées

respectivement de 70,38% et 16,41% à 71,68% et 18,26%.

- Les « autres » continuent d'effectuer plus de dépôt à fin mars 2018. Leur part de dépôt dans le total s'établit à 6,06% contre 5,16% au trimestre précédent.

Tableau 7 : Répartition des dépôts par catégorie, en pourcentage du total

Dépôts par catégorie (en %)	2017 T1	2017T2	2017 T3	2017 T4	2018 T1
Entreprises publiques	9,40	7,20	10,59	8,04	4,00
Entreprises privées	16,10	15,80	15,84	16,41	18,26
Ménages (y.c secteur informel)	70,00	71,40	68,67	70,38	71,68
Autres	4,60	5,50	4,90	5,16	6,06

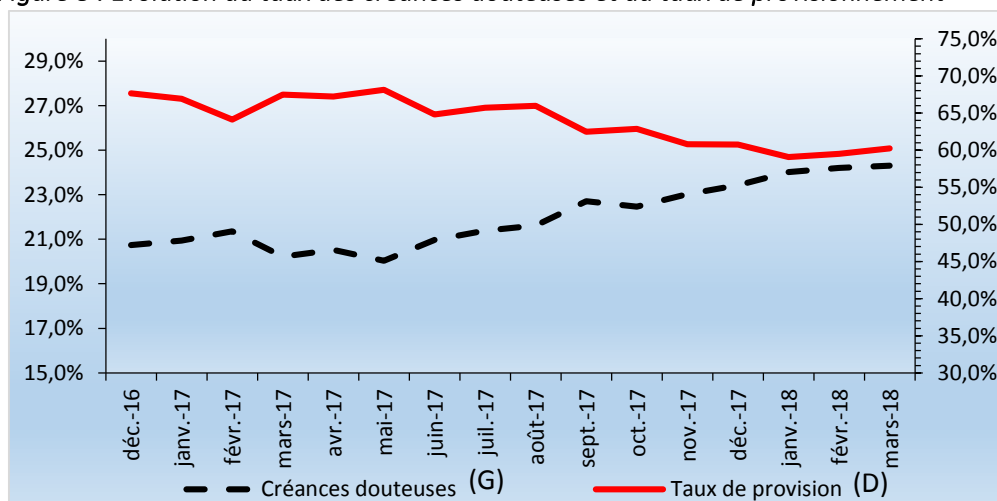
Source : Banque Centrale des Comores

2.2.3. Les créances en souffrance

Le portefeuille reste critique. En effet, sa qualité continue de se dégrader à fin mars 2018. Le taux de créances douteuses a progressé passant de 23,4% en décembre 2017 à 24,3% en mars 2018, après 20,2% en

mars 2017. Toutefois, ces créances restent bien provisionnées avec un taux qui avoisine les 60%.

Figure 8 : Evolution du taux des créances douteuses et du taux de provisionnement



G : échelle de gauche, D : échelle de droite ; Source : Banque Centrale des Comores

2.3 La chambre de compensation

Le volume des transactions traité en compensation à la Banque Centrale ne cesse

d'augmenter ces derniers temps. A titre d'exemple les opérations enregistrées par la

chambre de compensation en 2017 s'élèvent à 180,3 milliards contre 124,4 milliards en 2016, soit une hausse de 44,9%.

Au premier trimestre 2018, les opérations traitées représentent 38,4 milliards contre 53,2 milliards le trimestre précédent et 37,9 milliards la même période de 2017.

➤ **16 697** chèques représentant une valeur totale de 14,4 milliards, ont été présentés à la compensation contre 19 048 chèques pour une valeur totale de 15,1 milliards au trimestre précédent après 17 230 chèques (14,7 milliards) au premier trimestre 2017. Sur ces 16 697 chèques présentés, **405** (2,4% du total des chèques, représentant 335 millions) ont fait l'objet de rejets contre 409

chèques (2,1% du total des chèques présentés, représentant 278 millions) au quatrième trimestre 2017 et 325 chèques (1,9% du total des chèques présentés, représentant 207 millions) une année auparavant;

➤ **4 685** opérations de virements (24,02 milliards) ont été présentées contre 5 066 opérations (38,1 milliards) au trimestre précédent, après 3 771 opérations (23,2 milliards) au premier trimestre 2017. Sur ces 4 685, **321** demandes de virements (133 millions) ont fait l'objet de rejets contre 124 demandes (422 millions) au trimestre précédent et 69 demandes (88 millions) la même période de 2017.

Tableau 8 : *Chambre de compensation*

	Chèques				Virements			
	Présentés	Valeur*	Rejetés	Valeur*	Présentés	Valeur *	Rejetés	Valeur*
2016 T1	13 172	10 080	251	171	3 004	13 790	50	84
2016 T2	15 708	14 694	358	330	3 210	15 023	68	439
2016 T3	16 779	14 842	381	553	3 159	17 780	65	275
2016 T4	18 089	15 616	367	360	3 962	20 570	78	686
2016	63 748	57 232	1 357	1 414	13 335	67 163	261	1 484
2017 T1	17 230	14 652	325	207	3 771	23 201	69	88
2017 T2	16 541	14 176	399	399	4 104	27 821	108	270
2017 T3	17 669	14 319	425	427	4 039	32 927	103	169
2017 T4	19 048	15 066	409	278	5 066	38 094	124	422
2017	70 488	58 213	1 558	1 311	16 980	122 043	404	949
2018 T1	16 697	14 385	405	335	4 685	24 021	321	133

Source : Banque Centrale des Comores ; * : en millions de Francs Comoriens

2.4. Opérations de change du système bancaire et transferts d'argent

2.4.1 Les transferts d'argent

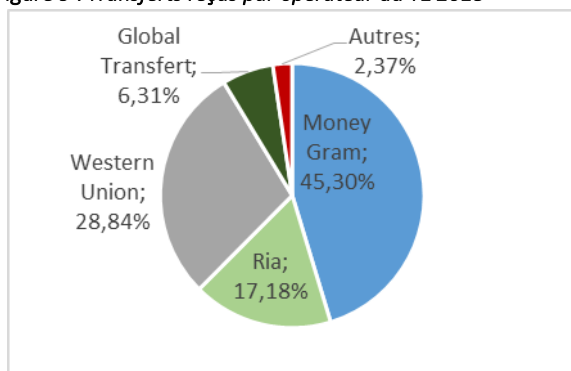
Money Gram reste toujours plus sollicité pour les envois de fonds aux Comores par rapport aux autres opérateurs. Au premier trimestre 2018, cet opérateur détient 45,3% des parts de marché suivi du Western Union (24%) qui

garde toujours la deuxième place depuis le troisième trimestre de 2017.

Dans leur globalité, les transferts d'argent reçus via les sociétés spécialisées s'élèvent à près de 9 milliards au premier trimestre 2018 contre 8,9 milliards trois mois auparavant, et

après 6,4 milliards un an avant (soit une hausse de près de 40,6% sur une année).

Figure 9 : Transferts reçus par opérateur au T1 2018



Source : Banque Centrale des Comores

Du côté des transferts émis, 2,5 milliards ont été envoyé à l'étranger via les sociétés de transferts d'argent contre 2,8 milliards trois mois auparavant, soit une baisse de 10,5%.

Tableau 9 : Les transferts d'argent en millions FC

Transferts	Réceptions	Emissions
2016 T4	7 234	2 298
Année 2016	29 018	10 693
2017 T1	6 393	1 573
2017 T2	8 393	2 504
2017 T3	9 110	2 387
2017 T4	8 914	2 769
2017	32 810	9 233
2018 T1	8 982	2 478

Cependant par rapport à la même période de l'année 2017, ces envois vers l'étranger sont en hausse de 57,5%.

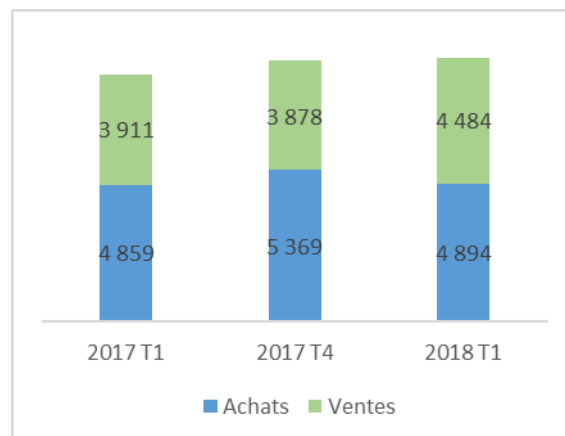
2.4.2 Les opérations de change

Le marché de change comorien est principalement constitué de l'euro et dans une moindre mesure, du dollar américain. Les achats de devises effectués par le système bancaire à fin mars 2018 sont en baisse de 10,2% s'établissant à 4,9 milliards contre 5,4 milliards trois mois auparavant. En revanche,

les ventes de devises sont en hausse et s'établissent à 4,5 milliards au premier trimestre 2018 contre 3,9 milliards le trimestre précédent en relation avec le paiement des importations destinées à couvrir le besoin croissant en biens importés pour le mois de ramadan et l'ide el filtre.

Tableau 10 : Opérations de Change manuel en millions FC

Change manuel	Achats	Ventes
2016 T3	9 379	5 728
2016 T4	5 172	4 824
ANNEE 2016	22 813	20 458
2017 T1	4 859	3 911
2017 T2	3 519	3 906
2017 T3	11 745	5 377
2017 T4	5 369	3 878
ANNEE 2017	25 491	17 072
2018 T1	4 894	4 484



Source : Banque Centrale des Comores

2.5 Evolution des principaux taux d'intérêt et de change

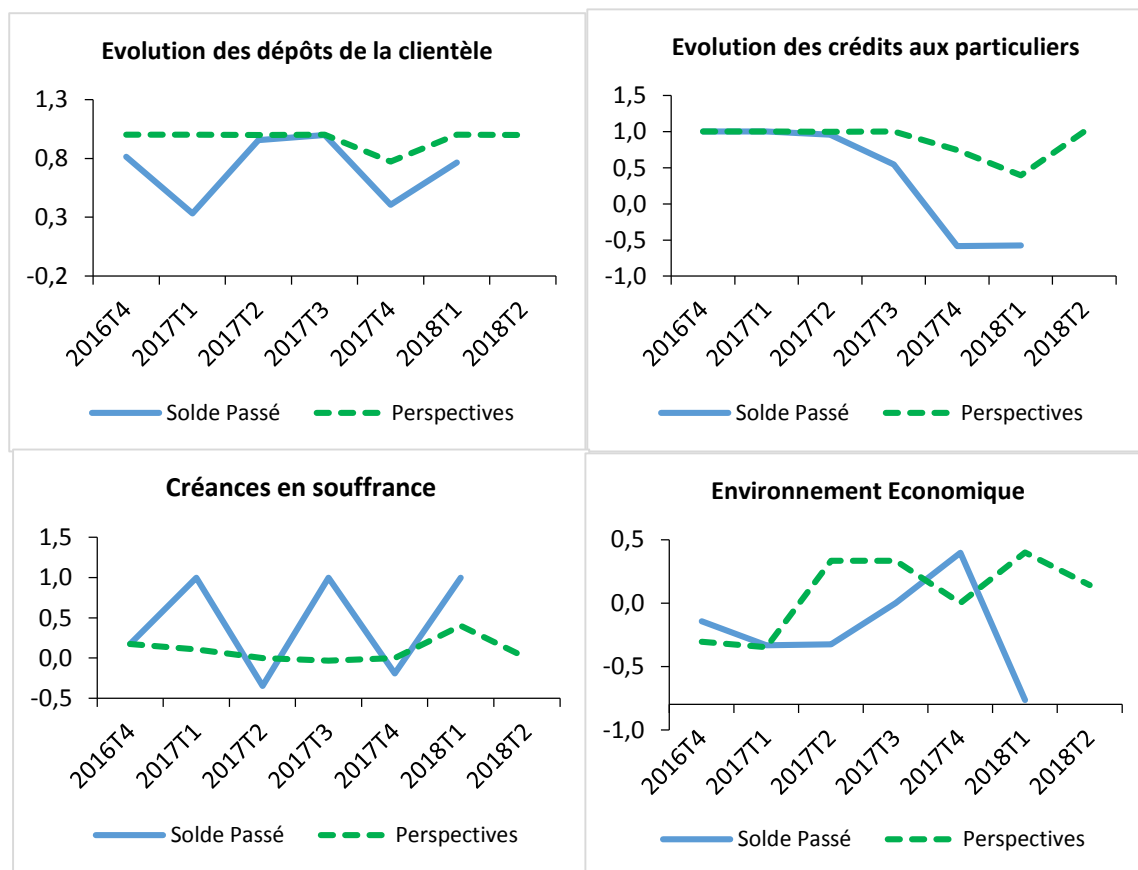
	OCTOBRE - 17	NOVEMBRE - 17	DECEMBRE - 17	JANVIER - 18	FEVRIER - 18	MARS - 18
Taux Nationaux						
ESCOMPTE BCC (EONIA+1,5)	1,141	1,149	0,159	1,139	1,135	1,137
TAUX DE REMUNERATION						
-RESERVES OBLIGATOIRES (EONIA -1,25)*	-1,61	-1,60	-1,59	-1,61	-1,62	-1,61
-RESERVES LIBRES (EONIA - 1/8)*	-0,48	-0,48	-0,47	-0,49	-0,49	-0,49
TAUX DEBITEURS	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]
Taux de change par rapport au franc comorien à fin de mois (à titre indicatif)						
ARIARY – MGA (MADAGASCAR)	0,136	0,131	0,129	0,124	0,126	0,127
DOLLAR – USD	418,49	419,31	415,66	403,34	398,42	398,80
ROUPIE – MUR (MAURICE)	12,254	12,286	12,283	12,225	12,124	11,936
SHILLING – TZS (TANZANIE)	0,186	0,184	0,185	0,179	0,177	0,177
YUAN- CNY (CHINE)	63,745	63,336	63,036	63,753	63,013	63,157

Source : Banque Centrale des Comores

III. Evolution des soldes d'opinion

L'opinion des dirigeants des établissements de crédit sur l'évolution du climat des affaires affiche un repli du dynamisme de leur rôle

d'intermédiation financière qui pourrait s'amplifier avec un environnement économique qui leur est peu favorable.



Source : Banque Centrale des Comores

En effet, selon les dirigeants des établissements de crédit, **la collecte de dépôts** a augmenté au premier trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent pour l'ensemble des agents. En outre, la collecte de l'épargne augmente avec un solde d'opinion en hausse par rapport au trimestre précédent de 0,4 point. Dans le prochain trimestre l'ensemble des dirigeants des établissements de crédit prévoient une consolidation des dépôts clientèles.

Selon ces dirigeants, la demande de crédit par les particuliers continue de chuter au premier trimestre 2018. En revanche, ils tablent sur une évolution stable du financement bancaire au cours du prochain trimestre.

La qualité du portefeuille s'est dégradée au premier trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent selon les opinions de l'ensemble des dirigeants des BEF. En revanche, ils tablent sur une évolution stable de la qualité du portefeuille au cours du prochain trimestre.

Au niveau de l'évolution de l'environnement économique d'ensemble, la tendance s'annonce négative au premier trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent selon la plupart des dirigeants de BEF. Néanmoins, la plus part d'entre eux annonce une évolution stable au deuxième trimestre 2018.

IV. Note thématique : Economie bleue aux Comores

Dans un monde marqué par l'ouverture croissante des économies, le développement des échanges et la compétition entre les Etats, le gouvernement comorien a pris la volonté de s'engager activement à s'intégrer à l'économie internationale et rentrer dans la voie des Pays émergents à l'horizon 2030. Cependant, plusieurs alternatives et/ou modèles de développement peuvent être proposées afin de permettre le décollage économique et atteindre à cet effet l'objectif visé par le gouvernement.

L'Economie Bleue pourtant peu développée aux Comores, pourrait être un bon modèle de développement pour accélérer la transformation structurelle de l'économie comorienne. Selon la Banque Mondiale, aux Comores, 140 000 personnes gagneraient leur vie de la pêche et ce secteur représente 10% du PIB. En outre les océans, les récifs de corail, les côtes et les plages attirent les touristes... Le parc Marin de Mohéli (exemple de réussite dans ce domaine avec sa mer

bleue, la variété des espèces marines - divers espèces de poissons, crustacés, étoiles de mer, tortue verte... - les récifs coralliens et les splendides paysages) illustre un potentiel bien présent dans le pays en matière d'économie bleue. Créé en 1998, le Parc marin de Mohéli a en effet permis de rehausser considérablement le nombre de touristes à visiter Mohéli. Cela a eu des répercussions positives en termes de création d'opportunités de moyens de subsistance pour la population locale. L'exploitation durable de la pêche a permis aux pêcheurs locaux d'augmenter leur volume de capture. L'augmentation des revenus qui en a résulté a permis aux pêcheurs de s'équiper de bateaux à moteur et investir dans la surveillance de la réserve et les activités touristiques.

Il est donc d'une importance capitale de généraliser ce type d'initiatives sur les trois îles en créant davantage d'aires protégées, terreaux favorables au développement de

l'économie bleue. Dans cette note, nous définissons le concept de l'économie bleue,

ses enjeux et donnons des pistes pour sa promotion en Union des Comores.

4.1. Le concept de l'économie bleue

L'Economie bleue ou économie maritime recouvre toutes les activités économiques issues des océans, mer, les côtes et les cours d'eaux (lacs et fleuves). Elle regroupe des domaines très variés et des secteurs interconnectés de manière à englober de nombreux enjeux notamment *la pêche, l'aquaculture, biotechnologie, le transport maritime (marchandises, passagers), le tourisme maritime et côtier, l'extraction de richesses minières dans les eaux profondes, la production des pétroles et des gaz au large,*

les activités portuaires, les constructions et les réparations navales, les actions de lutte contre la pollution des océans...

L'Economie bleue est donc une réelle opportunité pour les Comores dans la diversification de ses produits d'exportations. Elle procure, en effet, un avantage comparatif indéniable et permet de faire face à de nombreux défis comme la perte de la diversité, la promotion de la compétitivité de l'économie, l'adaptation du changement climatique, la réduction de la pauvreté...

4.2. Quelques enjeux de l'économie bleue aux Comores

L'Union des Comores est un archipel situé dans l'océan indien à l'entrée nord du canal de Mozambique. La zone maritime exclusive appartenant à l'Union des Comores représente 160.000 km², soit 86 fois plus que la superficie terrestre. Ses eaux très profondes caractérisées par une diversité de faciès tels que les roches et les sables ont permis l'implantation et la diversification des espèces et le développement des écosystèmes marins. Très négligée dans les choix des politiques de développement, l'économie bleue peut sous certaines conditions, offrir des bonnes perspectives de croissance et de création d'emplois.

En faisant une analyse comparative avec certains Pays de la région de la COI tels que les Seychelles et l'Île Maurice, notre Pays accuse des retards très importants. En effet l'analyse de ces deux pays pionniers de l'économie bleue est susceptible de donner une vision permettant de développer de bons

choix stratégiques pour l'Union des Comores. Se basant sur ses avantages comparatifs et ses dotations factorielles, l'Île Maurice se positionne comme acteur majeur du secteur de la pêche, du transport maritime et du tourisme pendant que les Seychelles mettent l'accent sur le développement des activités industrielles de transformation des produits issus de la mer.

Au-delà de ces atouts non exploités et représentatifs de l'économie bleue, il est essentiellement important de préciser la position géographique stratégique qu'occupe l'Union des Comores dans le Canal de Mozambique où traverse un grand nombre de navires et de pétroliers.

Cependant, il est frappant de constater que malgré l'abondance des atouts parmi ceux présentés dans le tableau ci-dessous, seules quelques activités bleues comme la pêche traditionnelle et artisanale, un faible transport maritime (passagers et voyageurs)

avec des ports en manque d'infrastructures adaptées sont présents dans l'archipel depuis son indépendance il y a plus de 40 ans. Il est temps de prendre conscience que le développement de la pêche, le transport maritime et les ports constituent la clé de voûte et la condition préalable de tout processus de développement.

Par ailleurs, il convient de noter que l'économie bleue ne présente pas seulement

des opportunités, elle peut aussi engendrer des risques élevés contre lesquels les Etats doivent mener une lutte permanente. Ces risques sont généralement associés entre autre à la pêche illégale, à la piraterie, à la pollution de l'environnement marin, à la contre bande pour le transport des drogues et des stupéfiants, au trafic des êtres humains...

Tableau 10 : Principaux atouts de l'économie bleue en Union des Comores

Rubriques	Activités			
	Significatives	En développement	A concrétiser	inexistants
Pêche		*		
Activités portuaires		*		
Transport maritime de marchandises		*		
Transport maritime de passagers		*		
Aquaculture			*	
Construction et réparation navale				*
Défense et action de l'Etat en mer			*	
Formation			*	
Activité et réactivité			*	
Câbles sous-marins			*	
Parapétrolier offshore				*
Recherche et développement			*	
Biotechnologie bleue				*
Energie maritime et renouvelable				*

4.3. Réflexions pour la promotion de l'éco-bleue en Union des Comores

Face au contexte de la mondialisation caractérisée par un développement rapide des échanges commerciaux des biens et services, l'Union des Comores a un grand intérêt à promouvoir et à développer l'Economie bleue. Se spécialiser dans ce secteur peut constituer non seulement une grande aubaine pour l'Etat et le secteur privé mais aussi un bon catalyseur pour le développement économique.

Une stratégie adéquate devrait favoriser le développement des activités économiques

autour des ressources marines et aquatiques contribuant à la préservation des océans, des lacs, mers et des côtes. La création d'aires protégées sur l'ensemble de l'archipel avec une démarche participative de cogestion des ressources avec les institutions et les communautés serait de nature à impulser le changement structurel de l'économie.

Pour tirer profit de ce potentiel, des efforts d'investissements doivent être déployés afin de :

- Développer la professionnalisation du secteur par des formations aux métiers de la mer,
- Développer l'aquaculture et le tourisme maritime,
- Valoriser les produits de la pêche par la certification et une culture de commercialisation, de transformation et d'exportation,
- Alléger certaines procédures liées à l'exportation et importation,
- Renforcer le cadre réglementaire et le développement des infrastructures portuaires,
- Créer des initiatives du développement de biotechnologies marines et le développement des TIC,
- Diversifier l'économie par la production des énergies marines et renouvelables,
- Mener des actions de lutte contre la pollution de l'environnement marine et la dégradation des côtes.

Méthodologie des enquêtes d'opinion

Descriptifs

Chaque trimestre, la BCC réalise une enquête qualitative auprès des dirigeants de tous les établissements de crédit agréés en union des Comores. Cette enquête vise à appréhender les évolutions d'un certain nombre d'indicateurs économiques et financiers, ce qui présente un grand intérêt dans la mesure où elle permet de déceler plus rapidement les retournements de l'activité bancaire. Les Dirigeants des établissements de crédit retournent dument rempli le formulaire de l'enquête par voie électronique ou par courrier.

Saisie

Les réponses sont saisies après contrôle dans un tableur Excel et les calculs sont effectués par étapes.

Pondération des résultats bruts

Etant donné que les établissements de crédit n'ont pas la même influence sur l'activité bancaire, à cause d'une différence de taille ou d'importance, on ne peut dégager la tendance de l'activité bancaire par une simple addition des réponses individuelles. A cet effet, la réponse de l'établissement est pondérée par le total bilan de l'établissement qui reflète l'importance de l'établissement dans le secteur financier.

Soldes d'opinion

Chaque question peut avoir une des trois réponses suivantes : Hausse, Inchangé ou Baisse ou bien Positive, Stable ou Négative. Le solde est la différence entre le pourcentage de réponses positives (Hausse) et le pourcentage de réponses négatives (Baisse). Il est calculé comme suit : $\text{Solde} = \% \text{ « + »} - \% \text{ « - »}$.

Solde passé et perspectives

Le solde passé représente le solde d'opinion des réponses obtenues par les dirigeants des BEF et retrace les évolutions constatées du trimestre en cours alors que les perspectives expriment le solde d'opinion issu des prévisions des évolutions futures du secteur enquêté.

Interprétation du solde d'opinion

La variation de l'activité s'explique par la comparaison des opinions positives et des opinions négatives pondérées. La tendance de l'activité est expliquée par les soldes (positifs ou négatifs). Le solde positif doit être interprété comme la dominance des opinions positives.